

INTERNATIONAL

Selon l'OIT, le coût de la crise en Europe est supporté par les gens ordinaires

Dans son Rapport 2014/15 sur la protection sociale dans le monde, l'OIT constate que « La pauvreté et l'exclusion sociale touchent actuellement 123 millions de personnes dans l'Union européenne, soit 24 % de la population, dont beaucoup d'enfants, de femmes, de personnes âgées et de personnes handicapées. Le coût de l'ajustement est supporté par les populations, qui sont confrontées à des suppressions d'emplois et des revenus plus faibles depuis plus de cinq ans. (...) Les réussites du modèle social européen, qui avait su considérablement réduire la pauvreté après la Seconde Guerre mondiale, sont minées par des réformes d'ajustement à court terme. »

Source CES

INTERNATIONAL

Le Grand marché transatlantique doit être au service des populations

C'est ce que réclament dans une déclaration commune les syndicats américains (AFL/CIO) et européens (CES). Pour cela, il doit notamment garantir le respect des directives de l'OIT et ne pas réduire les droits des travailleurs, exclure tout dispositif de règlement des différents contournant les tribunaux nationaux, ne pas limiter les choix nationaux et locaux en matière de services publics, ne pas limiter l'action des gouvernements en faveur de l'emploi et de l'environnement... et être négocié de façon transparente.

Source CES

GRÈCE

Solidarité avec les salariées licenciées du ministère grec des Finances

Dans le cadre de sa politique d'austérité forcenée, le gouvernement grec a licencié 595 agents de nettoyage du ministère des Finances en dehors de tout cadre légal. Depuis plus de 9 mois, ces travailleuses mènent un combat exemplaire pour leur réintégration pour laquelle elles ont obtenu une décision favorable du tribunal. La fédération des Finances CGT leur a exprimé sa solidarité et leur a apporté tout son soutien.

Source : Finances CGT

GRÈCE

La Grèce vendue aux enchères

Sous la pression de ses créanciers, la Grèce brade son patrimoine et propose aux investisseurs d'acheter ses plus belles plages mais également des infrastructures (ports, marinas, aéroports...) et des entreprises publiques. Tout un catalogue est à leur disposition sur internet. Et pour rendre l'offre plus attractive, le gouvernement remet en cause les règles protégeant l'environnement.

Source : Le Monde

ESPAGNE

Les Marches de la Dignité poursuivent leur chemin

Ce mouvement, né lors des grandes manifestations du mois de mars, continue à mobiliser sous le slogan « Du pain, un travail et un toit, ce sont nos droits ». Le 21 juin, il a organisé des chaînes humaines autour des 17 Parlements régionaux pour rappeler les droits du peuple aux élus de proximité.

Source : Marchas de la Dignidad

SEGUIMOS CAMINANDO ▶ MARCHAS POR LA DIGNIDAD



marchasdeladignidadmadrid.wordpress.com

INTERNATIONAL

3e congrès mondial de la CSI

Il s'est tenu à Berlin du 18 au 23 mai avec pour thème principal le renforcement du pouvoir des travailleurs. La plupart des amendements au document d'orientation, dont ceux de la CGT, ont été intégrés. La CGT a émis toutefois quelques critiques, partagées par d'autres organisations, sur le fonctionnement démocratique de la CSI.

Source : CSI



EUROPE

Congrès de la Fédération syndicale européenne des Services publics

La FSESP a tenu son 9e congrès à Toulouse du 20 au 23 mai 2014 sous le slogan « Notre Europe », exigeant l'arrêt des politiques d'austérité et proposant un scénario politique différent pour l'Europe qui mettra l'accent sur l'investissement dans les personnes, les emplois de qualité et les services publics.

Source : FSESP



ARGENTINE

L'Argentine mise à genoux par des fonds vautours

La Cour suprême américaine a condamné l'Argentine à rembourser quelque 1,33 milliard de dollars à deux fonds vautours qui, contrairement à 93 % des créanciers du pays, avaient refusé la restructuration de la dette négociée en 2001 (réduction de 70 %). Selon un spécialiste, « Les fonds vautours achètent des crédits, souvent à très bas prix, dans le but d'engager des poursuites contre le débiteur pour l'amener à rembourser intégralement sa dette. Leurs taux de recouvrement représentent en moyenne 3 à 20 fois leur investissement, ce qui équivaut à des rendements (nets des frais de justice) de 300 % à 2000 %. Le modus operandi est simple : acheter une dette d'une entité en difficulté à un prix dérisoire, refuser de participer à la restructuration, puis recouvrer le montant total de la dette, souvent à la valeur nominale plus les intérêts, arriérés et pénalités, à travers un procès si nécessaire »

Sources : Les Échos, Agence Ecofin

ESPAGNE

En Espagne, les salariés font plier Coca-Cola

Face au plan social massif décidé par la filiale de Coca-Cola en Espagne, les salariés, outre la grève et les manifestations, ont appelé leurs compatriotes à boycotter les produits de la marque. Leur slogan: « Si Madrid ne fabrique plus de Coca-Cola, Madrid n'en boira plus. » Pari réussi : les ventes ont chuté de moitié dans la région de Madrid. Mais, deuxième claque pour la multinationale : le 13 juin dernier, la justice espagnole a ordonné l'annulation du plan social, la réintégration des 821 salariés déjà licenciés, ainsi que les paiements des salaires qui ne leur ont pas été versés.

Source : Courrier International



ALLEMAGNE

Le DGB appelle à un changement de politique en Europe

Dans deux interview, le nouveau Président de la Confédération des syndicats allemands déclare que le syndicalisme est redevenu une force politique qui compte dans son pays et fait de nouveaux adhérents. Il dénonce les politiques menées : « Je m'étonne du lavage de cerveaux qui a lieu, aussi en Allemagne. On présente la crise comme une crise de la dette. Celle-ci existe de facto mais elle n'a pas été créée par des Grecs paresseux ! Elle vient du fait qu'on a sauvé des banques avec 500 milliards d'euros en Europe et ainsi mis les budgets publics au bord du gouffre. A côté, on dépense à peine 6 milliards pour combattre le chômage des jeunes en Europe. C'est un scandale ! ». Il propose un nouveau traité promulguant une Europe plus démocratique et plus sociale.

Sources : Métis, Les Échos

EUROPE

L'OIT en danger

Les représentants des employeurs à l'OIT mènent une attaque frontale contre cette Organisation qui risque d'en paralyser le fonctionnement. Leur objectif est la remise en cause d'une jurisprudence de 50 ans confortant le droit de grève désormais considéré par les entreprises comme « risque-business » inacceptable.

Source : CSI

INTERNATIONAL

Les droits des travailleurs de plus en plus menacés

Selon l'indice CSI des droits dans le monde, bien que le droit de grève soit reconnu dans la plupart des pays, dans 87 pays au moins les lois et la pratique excluent certaines catégories de travailleurs de ce droit. En outre, en 2013, 1 951 syndicalistes ont subi des violences et 629 ont été détenus illégalement en raison de l'action collective qu'ils avaient menée ; des dirigeants syndicaux ont même été assassinés dans 10 pays. La CSI estime qu'« *en usant du pouvoir qu'elles exercent sur les gouvernements, les grandes entreprises tentent de mener une attaque coordonnée à l'échelon mondial contre les droits des travailleurs, y compris le droit de faire grève.* »

Source : CSI

Sites visités :

CES : www.etuc.org/fr

CSI : www.ituc-csi.org

FSESP : www.epsu.org

Métis : www.metiseurope.eu

Le Monde : www.lemonde.fr

Les Échos : www.lesechos.fr

Courrier International :

www.courrierinternational.com

Agence ECOFIN : www.agenceecofin.com